



# Tous ensemble le 22 mai, pour l'avenir de nos retraites

Actions et manifestations le 22 mai

*Les cinq confédérations Cgt, Cfdt, FO, Cftc et Cgc ont décidé d'appeler en commun à une grande journée d'actions et de manifestations le 22 mai pour la défense du système de retraite solidaire. La Fsu, l'Unsa, Solidaires ont décidé de se joindre à l'appel, de même que l'Unef et la Jc.*

## Le gouvernement refuse la discussion

La loi de 2003 sur les retraites avait prévu que, lors du « rendez-vous » de 2008, il serait traité quatre questions : l'équilibre financier des régimes de retraite, la durée d'assurance, le montant des pensions, la garantie d'un minimum de retraite.

Or, le Président de la République annonce unilatéralement que le passage à 41 ans de cotisation n'est pas discutable. Le ministre du Travail clôt la concertation le 28 avril. C'est une fin de non-recevoir à toutes les propositions syndicales.

Le gouvernement renie les engagements de 2003.

Incontestablement, il veut passer en force et imposer les choix qui guident les réformes successives depuis 1993. Le Medef quant à lui en rajoute, proposant de reculer l'âge de la retraite à 61 ans, 62 ans et plus.

## La voie choisie depuis quinze ans est celle de la régression

Les réformes de 1993 et de 2003 conduisent à terme à une baisse relative des pensions par rapport aux salaires d'activité de 30 %. C'est inacceptable.

L'allongement de la durée de cotisation va rendre de plus en plus inaccessible la retraite à taux plein à 60 ans. La pénibilité, au travers d'un droit au départ anticipé, n'est pas reconnue, ce qui est profondément injuste.

Malgré les sacrifices imposés aux salariés, l'avenir du système de retraite n'est pas garanti. Aucun effort n'a été

demandé aux entreprises depuis plus de vingt ans alors que le nombre de retraités a doublé.

C'est un effondrement de notre système de retraite par répartition qui est ainsi programmé. La voie serait ouverte aux fonds de pensions avec son cortège d'inégalités.

